

# Projet réforme des collectivités locales OU la fin de la démocratie locale ? (extraits)

## UNE ATTAQUE HISTORIQUE : mesurons la gravité !

Suppression progressive de l'essentiel des communes et à terme de tous les départements transformés avant leur disparition, en rouages captifs et dociles de l'Etat.

Constitution de fœdalités avec des super-régions et métropoles où seront concentrés les pouvoirs, les richesses et où s'organiseront la concurrence capitaliste à l'échelle européenne et mondiale.

Eloignement le plus possible des citoyens des lieux de décision. Les élus départementaux et régionaux fusionneront sous l'appellation d'élus territoriaux (Plus de 100 000 élus seront supprimés). Ils géreront (en technicien) donc des territoires beaucoup plus vastes au détriment de leur politique de

proximité.

Retour d'un Etat qui ne paye rien et commande tout.

Division par deux des agents de la fonction publique territoriale. Elles emploient 1 800 000 agents et réalisent 73 % des investissements publics qui ont permis le maintien et la création de centaines de milliers d'emplois.

Généralisation d'un nouveau système électoral de primes à l'UMP, à un bipartisme et de miettes pour le pluralisme démocratique. Le mode de scrutin à un tour doublé d'une pincée de proportionnelle va conduire à l'effondrement démocratique.

Suppression de la taxe professionnelle qui représente 50 % des ressources fiscales des communes. C'est le coup de grâce qui sonne l'agonie financière des collectivités. Ce sera la logique libérale qui prévaudra : prérogatives et missions du service public local seront transférées au privé.

En devenant de simples rouages de l'État, les nouvelles collectivités créées administrativement ne pourront plus être des espaces de résistances et d'initiatives locales au service des populations.

**Ce projet doit être voté en septembre 2010.**

**Sachons-nous rassembler pour résister à cette nouvelle attaque et imposer le retrait du projet.**

## Le rassemblement ? Quel rassemblement ? Sur quelles bases ? Pourquoi faire ?

Le Front de gauche n'échappe pas à ce questionnement. Faut-il faire des impasses sur les objectifs et les contenus du rassemblement ? Beaucoup de temps passé pour les places, au détriment des contenus.

C'est une des questions que se posent les communistes du Bassin d'Arcachon, et d'ailleurs.

Ainsi pour les communistes faire « FRONT » doit se faire dans la clarté et la transparence.

Un « FRONT » qui se doit sortir de la simple culture du refus et s'engager dans une dynamique de construction autour des contenus.

Quel point d'appui peut fournir la Région pour limiter, seulement limiter, les désastres que la crise du système capitaliste provoque et va provoquer non seulement aux quatre coins du monde, mais aussi en Aquitaine ?

En France, 50 000 emplois menacés dans la sous-traitance automobile pour cette seule année 2010. Le démantèlement du bien commun, des services publics, mais aussi du système de santé et de retraites s'accroît.

Chacun recherche désespérément une issue personnelle ? Chimère ! Les dirigeants du CAC 40 nous montrent chaque jour, par leur comportement, que la frontière entre l'économie réelle et l'économie mafieuse a disparu. NOUS SOMMES EN FAIT, ENTRÉS DANS L'ÈRE DE L'ECONOMIE CASINO. Le pire est à craindre.

Ne sommes-nous pas trop souvent dans l'attente

d'un « sauveur », qui va régler comme par miracle tous les problèmes ? Méfions-nous comme de la peste de ce type de faux espoir.

Le pouvoir des puissants n'est que le reflet de notre faiblesse collective à les affronter. Cela passe par notre capacité d'autonomie intellectuelle par rapport à ces prédateurs et à leurs nombreux porte-plume et même parfois porte-flingue.

Se rassembler c'est déjà, réfléchir collectivement à la nature des défis que nous avons à affronter. C'est se mettre d'accord sur une grille de lecture du réel.

Selon un sondage réalisé par la BBC dans 26 pays, 72% de français, mettent en cause le capitalisme. Et pourtant aux élections la majorité d'entre-nous vote pour les variantes bleu, rose ou verte de ce même capitalisme.

1/ Nous devons replacer l'homme au centre de la société. Pour cela, nous devons remettre en cause la structure féodale des entreprises où le salarié n'a pour seule alternative « le silence, le suicide ou le départ... ».

2/ Nous devons introduire des dispositifs de régulation des échanges internationaux, la concurrence libre et non faussée fera de nos pays des déserts économiques. Il ne peut y avoir des pays où ne se réaliseraient que les productions et nous ici étant simplement des consommateurs.

3/ Notre monde n'a pas besoin de concurrence y compris entre les individus, mais de coopérations ouvertes sur le monde. Arrêtons d'accuser

hypocritement la Chine car 60% des exportations chinoises sont le fait de multinationales occidentales implantées en Chine.

La deuxième vague de la crise va s'amplifier cette année, autour de la bulle de l'immobilier d'entreprise et des attaques minent l'Euro (voir [www.pcf-bassin.fr](http://www.pcf-bassin.fr))

Au-delà de ces élections régionales, c'est bien des pôles de résistances qu'il nous faut bâtir, et cela nous ne pourrons pas le faire sans vous.

Le choix du rassemblement fait par le PCF élargit son action unitaire au-delà du statut quo avec les premiers partenaires, mais ouvre des horizons aux forces sociales.

Dans le cadre d'un « FRONT » élargit le PCF est le pôle de résistance qu'il est important de renforcer.

SANS VOUS, SANS VOTRE ENGAGEMENT RIEN NE POURRA SE REALISER ET POURTANT C'EST A VOTRE PORTEE.

De toutes ces questions nous sommes prêts à en débattre avec vous.

**Les communistes du Bassin d'Arcachon et du Val de l'Eyre considèrent que tout rassemblement doit être au service d'un projet politique aux contenus novateurs de transformation sociale, et non l'inverse.**

**Le rassemblement a besoin, outre sa diversité, d'une démarche démocratique permanente, en guise d'efficacité politique.**

## toute notre actualité sur [www.pcfbassin.fr](http://www.pcfbassin.fr)

**Le parti communiste au coeur des rassemblements populaires et citoyens**

Je désire être informé-e des initiatives du Parti communiste français

Je décide d'être membre du Parti communiste français

Je verse euros (chèque à : ADF PCF)

Nom, Prénom : .....

Adresse : .....

@ : ..... Tel : .....

## Parti communiste français

section bassin d'Arcachon / val de l'Eyre

61 avenue de la Libération

33380 Biganos

Téléphone

05 56 82 73 24

courriels

christian.darriet@free.fr

danielle.trannoy@orange.fr

# l'insurgé

mars 2010

[www.pcfbassin.fr](http://www.pcfbassin.fr)



**bulletin d'information du PCF Bassin d'Arcachon et val de l'Eyre**

arcachon ■ biganos ■ audenge ■ lanton ■ arès ■ le porge ■ lège ■ mios ■  
marcheprime ■ belin beliet ■ salles ■ le teich ■ gujan ■ la teste ■ le barp

## Elections régionales 2010 :

**Ne tombons pas dans le piège des diversions. Gardons le cap de nos préoccupations.**

## Édito

### De grands changements s'imposent

Les principaux partis politiques se retrouvent pour mener une non-campagne, une campagne de diversion par rapport aux préoccupations du plus grand nombre. Ils s'évertuent à escamoter les questions de fond, celles qui posent la nécessité d'une alternative politique, au plan national et même au plan régional.

**Pour nous communistes, nos priorités sont hors de ces diversions tout azimut.**

La gravité de la crise du système capitaliste touchant tous les secteurs de la société y compris l'environnement, impose des changements radicaux en termes de redistribution des richesses produites, de participation des citoyens et des salariés à la gestion de leurs affaires, pour de nouveaux modes de développements dans une réflexion globale du local au mondial.....

Le capitalisme est irrémédiablement défectueux, **un nouveau modèle est indispensable** : on ne peut se contenter de petites mesures. Il est au bout d'un cycle mais il peut trouver de nouvelles formes d'exploitation y compris les plus barbares.

Les classes dirigeantes, pas seulement Sarkozy, se servent de la crise pour imposer un nouvel ordre économique.

**Nous mettons au centre de toute notre activité l'exigence de la construction de la convergence des luttes** nécessaires pour ouvrir la perspective politique propre à faire reculer le gouvernement. La défense des services publics, la bataille des retraites, sont autant de questions d'intérêt général sur lesquelles le rassemblement des salariés, des retraités, des jeunes peut gagner.

**Nous mettons en avant des propositions de rupture** avec la politique menée dans l'intérêt du capital, comme **la nationalisation des banques, condition de la création d'un vrai pôle public financier.**

**Au plan régional, les choix de rupture que l'on doit imposer** pourraient concerner, plus particulièrement pour le Bassin d'Arcachon et le Val de l'Eyre, le potentiel productif industriel et agricole avec des emplois stables et bien rémunérés dans **l'agriculture, la pêche, l'ostréiculture, la forêt, les services.** Un plan régional des transports intégrant le **TRAM TRAIN**, indispensable pour nos déplacements quotidiens.

**Comme vous, nous aussi nous sommes en colère !**

**Communistes, nous ne nous résignons pas ! AVEC VOUS, IL NOUS FAUT TROUVER DES SOLUTIONS NEUVES ET EMANCIPATRICES.**

## DU LOCAL AU MONDIAL : crise de la mondialisation capitaliste !!!

### La casse du pacte social

**La droite lance coup sur coup les débats malsains** sur l'identité nationale, la burqa, la sécurité, quitte à raviver le racisme et la xénophobie, à opposer les uns aux autres, les victimes de sa crise.

**De toute évidence, elle cherche à minimiser l'impact de la sanction électorale prévisible de sa politique économique et sociale** pour mieux la poursuivre malgré le développement des luttes. La nouvelle étape du démantèlement du système solidaire de retraite par répartition, celle de la marchandisation du marché de l'électricité sont, entre autres, inscrites à l'agenda d'ici juillet. L'absence de ressources des chômeurs en fin de droits, le taux de chômage massif... La casse de tous les services publics... L'argent versé aux banques..... et surtout, la réforme des collectivités locales.... La pression sur les salaires et le pouvoir d'achat. De tout cela : motus !

Du côté du PS et de la social-démocratie en général, on ne tient guère non plus à aller au fond des choses

Il faut dire que 20 régions sur 22 à « gauche » depuis 2004 n'ont pas servi à s'opposer à la politique des gouvernements de droite successifs. Bien souvent au contraire, elles l'ont bien accompagnée en acceptant la mise en place des transferts de charges incombant à l'Etat contribuant de fait, à la casse des services publics.

L'Europe des régions dont Rousset est un ardent défenseur, comme du Traité Constitutionnel pour lequel il a fait la campagne du « OUI ». Privatisations des

transports, de l'Hôpital public, de l'énergie... sont autant de résignations au marché.

D'ailleurs, des Présidents de Région annoncent déjà qu'il faudrait se résoudre à la régionalisation de l'Education Nationale.... Ils appliquent à la lettre le Traité de Lisbonne pourtant rejeté majoritairement par les Français qui avaient dit « NON » à « l'Europe des marchands ».

Le consensus avec le Pouvoir sur les questions économiques et sociales demeure toujours aussi large.

C'est donc sans surprise que des signaux sont lancés au Modem et aux Verts qui ne trouveront pas à redire aux pré-déclarations de Martine Aubry et de François Hollande sur le report à 62 ans du départ à la retraite et l'allongement des cotisations, puisque la remise en cause du système capitaliste n'est pas leur priorité. Ils ne seront pas démentis par Strauss-Kahn (FMI) et Pascal Lamy (OMC)



paru dans l'Humanité

# Régionales 2010

A notre avis, les Régions pourraient jouer un rôle de résistance en impulsant des nouvelles orientations en matière d'emplois industriels, d'agriculture, de formation, de santé, de transports...

Voici quelques unes des nos propositions qui s'inscrivent dans une cohérence nationale...

## Les besoins locaux

### LES TRANSPORTS

Les transports de proximité sont une urgence sociale. Refus du tout routier et de nouvelles rocades. Un TRAM-TRAIN Arcachon-Arès-Lège-Cap Ferret: une bonne solution et une idée d'avenir.

### L'EMPLOI, LA FORMATION, LES FONDS PUBLICS

L'argent des contribuables dépensés sans contrôle et sans retombées économiques : ça suffit !!!  
Exemple local : COUACH / 90 MILLIONS D'EUROS attribués par les collectivités, l'Etat, l'Europe sans aucune exigence en matière de développement économique et d'emplois.  
Mais aussi : 120 MILLIARDS POUR LES BANQUES  
La suppression envisagée de la Taxe Professionnelle (qui représente 50 % des ressources des collectivités locales). Les exonérations de cotisations : 29 MILLIARDS

### LA SANTÉ

**L'HOPITAL PUBLIC JEAN HAMEAU EST EN DANGER** avec le regroupement sur le même site de la Clinique d'Arcachon (Partenariat Public Privé) avec la complaisance de la majorité des élus locaux.

### LA PECHE, L'OSTREICULTURE du Bassin d'Arcachon

Tous les secteurs de l'agriculture sont menacés par les modes de production capitaliste ; la pêche et l'ostréiculture le sont particulièrement car sous la pression de la spéculation immobilière sur le littoral.

La pêche et l'ostréiculture sont des activités primaires indispensables à l'alimentation humaine et à l'écosystème ; elles doivent être particulièrement protégées et développées.

**Si l'on part du principe que chaque peuple a droit à la souveraineté alimentaire et que le défi du XXIe siècle est de nourrir la planète** (un milliard d'hommes dans le monde souffre de famine et de malnutrition), il faut commencer à penser à relocaliser les productions agricoles. C'est un enjeu de civilisation.

La pêche artisanale, l'agriculture paysanne, l'ostréiculture productrices de denrées alimentaires de qualité, doivent faire l'objet de mesures de protections particulières.

### LA FORET

**Sur l'ensemble des communes du Bassin d'Arcachon et du Val de l'Eyre, la question de la forêt (touchée par les deux dernières tempêtes) se pose avec acuité. Le risque de spéculation sur les terrains est déjà présent et visible. Les risques environnementaux doivent être prévenus (afflux d'eau douce dans le Bassin, marécages...). Ce ne sont ni l'éolien ni le photovoltaïque qui combleront l'absence de décisions politiques.**

Comme pour l'agriculture, nous nous prononçons pour l'exploitation des ressources naturelles de la région et pour une filière bois rémunératrice durable, enracinée dans les savoirs faire.

Photovoltaïque : des projets en cours nécessitent le déboisement ou le défrichage de 10 000 ha de forêt. C'est inacceptable ! Le développement énergétique et du photovoltaïque ne doit se faire CONTRE LA FORÊT !!!

## Les compétences

Dans le cadre d'un véritable service public, les transports doivent-ils relever de la seule compétence de la Région ?



**Le développement économique (domaine dans lequel la région joue en rôle de coordination)**

- Détermine le régime des aides directes et les attribue (emploi, création d'entreprises, prêts et avances à taux bonifié...)
- Aides indirectes (garantie d'emprunt, exonérations de TP...)
- Schéma régional de développement économique

**Promouvoir des actions de santé publique (dépistage, promotion, centres médico-sociaux, les centres de planification, d'IVG... Mais elle pourrait, selon sa volonté politique émettre des avis sur les orientations des Agences Régionales de Santé (ARS) et donc sur les besoins de santé.**

**Aménagement du territoire  
Environnement  
Agriculture  
Pêche**



**Aménagement du territoire  
Environnement**



**Nous mettons en avant des propositions de rupture comme la nationalisation des banques, condition de la création d'un vrai pôle public financier.**

**Il faut des ruptures avec la politique menée actuellement dans l'intérêt du capital**

## Pour un changement de cap

### LES TRANSPORTS

**Pour un pôle national des transports publics (avec des délégations régionales) : ferroviaire, fluvial, cabotage, maritime)**

Développer les transports collectifs et s'appuyer sur les entreprises existantes, par exemple, revenir à une SNCF réunifiée (trains et infrastructures).  
Priorité aux questions environnementales. Priorité aux transports de proximité. Oui aux TER, mais non à leur privatisation.  
La LGV n'est pas une priorité : supprimer 10 000 hectares de forêt pour gagner 3 min ? Mais terminer le tronçon Tours-Bordeaux.  
Energie : enjeu prioritaire. Face à la raréfaction des ressources fossiles, préparer la société à répondre

aux besoins de déplacements économes en énergie.

Priorité au fret 100 % public pour lutter contre les « murs de camions ». Taxation du transport routier.

Tarifification : aller vers la gratuité avec une participation des employeurs.

Création d'un statut adapté au salarié du transport. Conseil Administration : gestion tripartite par les élus politiques, les représentants des usagers, les salariés.

### L'EMPLOI, LA FORMATION, LES FONDS PUBLICS

**L'intervention des salariés et des citoyens**

Elle est et sera déterminante dans leur entreprise pour vérifier et orienter l'utilisation des fonds publics vers l'économie réelle.

Pas d'argent public sans pouvoir de gestion

### LA SANTÉ

**Reconquérir les services publics dont tous ceux qui concernent LA SANTE.**

Avec la loi HPST (loi Hôpital, Patients, Santé, Territoires), les ARS vont se trouver sous les décisions autoritaires du Préfet et du Ministère de l'Intérieur. Ceux-ci vont exercer un pouvoir considérable sur les orientations sanitaires et sociales et restructurer l'organisation de la santé, du médico-social, mais surtout réduire le nombre des hôpitaux et les dépenses de santé en offrant le secteur public au privé.

Cela implique que les citoyens interviennent de façon déterminée pour la défense de la santé dans

le cadre du service public (gratuité, liberté d'accès, égalité, universalité).

C'est un nouveau défi du XXIe siècle. Le financement de la protection sociale et de la santé doit être totalement revu et intégrer entre autre, une cotisation sociale sur les revenus financiers

### LA PECHE, L'OSTREICULTURE du Bassin d'Arcachon

Pour nourrir la planète, il faut sortir l'agriculture et l'alimentation des logiques spéculatives de l'OMC et du FMI et de fait, des directives européennes. L'agriculture n'est pas une marchandise. L'ambition des communistes est d'ouvrir des perspectives de changement, pour cela, il faut :

- 1- Protéger les terres agricoles de la spéculation foncière et du détournement de production et d'usage;
- 2- Interdire la spéculation sur les matières premières agricoles et alimentaires ;
- 3- Taxer les importations abusives pillant les agricultures locales afin de financer la relocalisation des

productions

- 4- Créer un régime d'assurance mutuelle, calamités destiné aux métiers du vivant (agriculteurs, ostréiculteurs, pêcheurs, ostréiculteurs, sylviculteurs...), par une cotisation des professionnels, des entreprises, des distributeurs, des banques, des assureurs de ces filières, et des crédits de l'Etat et de l'Europe ;
- 5- Garantir des prix assurant un véritable revenu aux agriculteurs ;
- 6- Produire autrement pour atteindre l'autosuffisance de chaque peuple et durable pour l'environnement.

### LA FORET

**Nous devons exiger une action publique forte et coordonnée LA FORET N'APPARTIENT PAS QU'AUX PROPRIETAIRES !!!**

Nous les communistes, nous pensons que les ressources de la forêt sont inexploitées dans leur globalité (recherche, formations, production de bois d'œuvre, biomasse, production d'énergie de combustibles...): **30 000 emplois sont en jeu.**

**Le gemmage** qui a été abandonné depuis près de 20 ans **pourrait être relancé** grâce à une nouvelle exploitation de la résine (brevet de Claude Courau)

notamment pour le secteur de l'industrie pharmaceutique, entre autre.

L'ONF doit retrouver son statut de service public et jouer un rôle de coordination et de conseil pour la replantation de la forêt et la relance de la filière.



## CRÉER DES EMPLOIS GRÂCE AU CREDIT ET A L'ARGENT PUBLIC

Les marchés financiers ont été sauvés grâce à l'intervention massive des États. Ceux-ci demandent aujourd'hui à l'ensemble des salariés de payer la note. Plutôt que de pratiquer l'austérité, il est urgent de s'affranchir de la mainmise de ces marchés. Il faut frapper au cœur du système : la priorité est donc de faire pression sur les banques pour qu'elles réorientent les crédits vers les créations d'emplois, plutôt que de les laisser spéculer en Bourse. La proposition du PCF de constituer un pôle financier public prend tout son sens. On peut notamment imaginer un retour dans le giron public de certains établissements : les Caisses d'épargne, en voie de quasi-privatisation et la BNP, plus grande banque d'Europe, dont le premier actionnaire est l'État français. Cela suppose en outre de créer un réseau d'établissements bancaires, centrés autour des activités du détail, de l'assurance et du financement des entreprises. Second levier, la création de fonds régionaux pour l'emploi et la formation. Leur but serait d'aider les entreprises, sous réserve qu'elles s'engagent à créer de l'emploi. Il va sans dire que ces aides seraient supprimées en cas de non-crédation d'emploi. Toutes ces mesures permettraient une sortie vertueuse de la spirale de la dette : une augmentation des emplois se traduit par une augmentation des richesses créées et de nouvelles rentrées fiscales.

